

entente
auxiliaire



Expansion
Économique
Régionale

Regional
Economic
Expansion

CANADA/NOUVEAU-BRUNSWICK
LES ROUTES, 1977-1980



11 FÉVRIER 1977

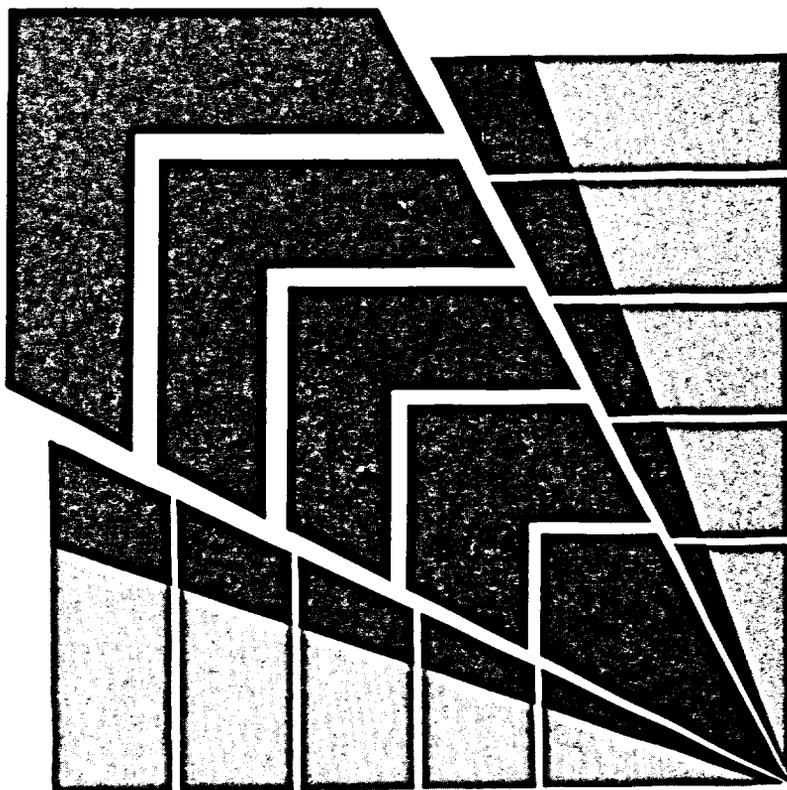
entente
auxiliaire



Expansion
Économique
Régionale

Regional
Economic
Expansion

CANADA/NOUVEAU-BRUNSWICK
LES ROUTES, 1977-1980



11 FÉVRIER 1977

©
Ministre des Approvisionnements et Services
Canada 1977

N° de cat: RE24-3/1977
ISBN: 0-662-00894-4

CANADA-NOUVEAU-BRUNSWICK
ENTENTE AUXILIAIRE
SUR LES ROUTES, 1977-1980

ENTENTE conclue le onzième jour de février 1977

ENTRE :

LE GOUVERNEMENT DU CANADA (ci-après appelé
"le Canada"), représenté par le ministre
de l'Expansion économique régionale,

D'UNE PART,

ET :

LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE DU
NOUVEAU-BRUNSWICK (ci-après appelé
"la Province"), représenté par le
premier ministre du Nouveau-Brunswick,

D'AUTRE PART.

ATTENDU QUÉ le Canada et la Province ont signé une entente-cadre de développement le vingt-trois avril 1974 (ci-après appelée "l'ECD") pour atteindre les objectifs qui y sont énoncés à l'article 3;

ATTENDU QUE dans la poursuite de ces objectifs, le Canada et la Province ont convenu de chercher à coordonner l'application des politiques et programmes fédéraux et provinciaux pertinents, en déterminant des possibilités de développement et en appuyant leur réalisation par l'application concentrée et coordonnée des programmes fédéraux et provinciaux pertinents, y compris l'adoption de mesures spéciales nécessaires à cette réalisation;

ATTENDU QUE le Canada et la Province ont convenu, dans l'intérêt du développement économique et socio-économique de la Province, de construire les tronçons de routes énumérés à l'annexe A tout en se souciant de préserver la qualité de l'environnement;

ATTENDU QUE le Gouverneur en conseil, par le décret C.P. 1977-11/331 du dixième jour de février 1977, a autorisé le ministre de l'Expansion économique régionale à signer la présente entente au nom du Canada;

ATTENDU QUE le Lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret n° 77-99 du dixième jour de février 1977, a autorisé le premier ministre du Nouveau-Brunswick à signer la présente entente au nom de la Province;

POUR CES MOTIFS, les parties à la présente entente ont convenu de ce qui suit :

DÉFINITIONS

1. Dans la présente entente, les expressions suivantes signifient :
 - a) "Projet d'équipement" : tout projet précis, défini par le Comité de gestion, qui prévoit des travaux de construction ou des activités liées à la construction;
 - b) "Coût admissible" : les frais définis à l'article 5;
 - c) "Ministre fédéral" : le ministre de l'Expansion économique régionale ou toute personne fondée de pouvoir;
 - d) "Exercice financier" : la période allant du 1^{er} avril au 31 mars;
 - e) "Activité" : l'objet de la présente entente et englobe tout programme, projet ou autre activité servant à la réalisation des objectifs de l'ECD;
 - f) "Comité de gestion" : le comité mentionné à l'article 8;
 - g) "Ministres" : le Ministre fédéral et le Ministre provincial;
 - h) "Programme" : une série d'activités particulières, précises et reliées entre elles;
 - i) "Projet" : une activité précise constituant un élément autonome à l'intérieur d'un programme;
 - j) "Ministre provincial" : le premier ministre du Nouveau-Brunswick ou toute personne fondée de pouvoir.

OBJECTIF, BUT ET OBJET

2. (1) Conformément à l'article 3 de l'ECD, l'objectif de la présente entente est de permettre au Canada et à la Province d'entreprendre conjointement un programme en vue de financer le

parachèvement des projets de construction routière entrepris aux termes de l'entente auxiliaire sur les routes de 1976-1977 et la réalisation de nouveaux projets de construction routière énumérés à l'annexe A, à l'appui des objectifs énoncés dans l'ECD.

- (2) Conformément aux objectifs énoncés au paragraphe (1), les contributions pourront servir à entreprendre la conception technique et la réalisation des divers programmes et projets énumérés à l'annexe A qui comprennent la construction des ouvrages, le nivelage de tronçons de routes, le déplacement de services publics, la pose de revêtement, la signalisation et l'éclairage.
 - (3) L'annexe A, qui fait partie de la présente entente, renferme des détails sur les projets et programmes qui ont été retenus aux fins de mise en oeuvre.
- 3.
- (1) Lors du parachèvement de chacun des ouvrages construits dans le cadre des projets d'équipement entrepris aux termes de la présente entente, la Province en prendra possession ou prendra les mesures nécessaires à cette fin et, par la suite, en assumera pleinement l'exploitation, l'entretien et les réparations, sauf lorsque d'autres dispositions fédérales-provinciales peuvent s'appliquer.
 - (2) La Province prendra les mesures nécessaires pour l'acquisition et la prise de possession de tous les terrains et intérêts sur les terrains requis pour la mise en oeuvre du programme.
 - (3) Il est entendu et convenu que lorsqu'un projet de la présente entente doit être entrepris par une municipalité, une autre institution ou un organisme de compétence provinciale, c'est à la Province qu'il incombera de prendre les mesures nécessaires par rapport à ces entreprises.
- 4.
- (1) Aucun programme ou projet ne sera approuvé après la date d'échéance de la présente entente et, à moins que le Ministre fédéral n'en décide autrement, aucune demande de remboursement faite à l'égard d'un projet, d'un programme ou de toute partie de projet ou programme en vertu de la présente entente ne sera acquittée à moins d'être présentée au Canada dans l'année qui suit ladite date d'échéance.
 - (2) Il est entendu et convenu que les travaux autorisés et approuvés par le Comité de gestion, en vertu de la présente entente, pourront être exécutés après la date d'échéance, pourvu que les conditions régissant les demandes de remboursement, qui sont précisées au paragraphe 4 (1), soient observées.

5. (1) Sous réserve du paragraphe (3), le coût admissible des projets d'équipement devant être financé ou partagé aux termes de la présente entente à l'égard des projets d'équipement ou des parties de ces projets énumérés à l'annexe A englobe :
 - a) tous les frais directs, y compris ceux liés à l'information du public, qui, de l'avis du Comité de gestion, ont été à juste titre engagés par la Province pour la mise en oeuvre des projets d'équipement, à l'exclusion toutefois des frais d'administration, d'arpentage, d'ingénierie et d'architecture;
 - b) dix pour cent (10%) des frais, conformément à l'alinéa a), à titre de remboursement pour les frais exclus qui y sont précisés.
 - (2) Sous réserve du paragraphe (3), le coût admissible des autres projets devant être financé ou partagé aux termes de la présente entente à l'égard des projets ou des parties de projets énumérés à l'annexe A englobe tous les frais engagés à juste titre par la Province, en vertu de tous les contrats conclus entre la Province et toute personne ou société pour l'exécution du projet.
 - (3) Les frais partagés par le Canada ne comprennent pas les frais relatifs à l'acquisition des terrains ou des droits sur les terrains, ou les frais découlant des conditions d'acquisition, sauf lorsque des dispositions contraires sont prévues à l'annexe A.
 - (4) La présente entente entre en vigueur le 1^{er} avril 1977.
6. Nonobstant toute disposition contraire de la présente entente, le montant total de la contribution du Canada à l'égard des programmes énumérés à l'annexe A ne devra pas dépasser soixante-quinze pour cent (75%) du coût admissible total jusqu'à concurrence de \$42 000 000.
 7. (1) Le coût admissible de chaque programme se limitera au coût estimatif total stipulé à l'annexe A, à moins que les Ministres n'en décident autrement.
 - (2) Dès qu'il devient évident que le coût de la réalisation d'un programme ou d'un projet excédera le coût estimatif stipulé à l'annexe A, la Province en informera sans tarder le Comité de gestion en précisant les raisons de l'augmentation.
 - (3) Dès qu'il en sera informé, le Comité de gestion étudiera les circonstances qui ont entraîné l'augmentation du coût estimatif, puis préparera et présentera un rapport et des recommandations aux Ministres pour ce qui est des mesures envisagées, s'il y a lieu de redresser le coût du programme.

8. (1) Le Canada et la Province établiront, par l'entremise des Ministres, un Comité de gestion formé d'un nombre égal de représentants de chacune des parties et présidé conjointement par des représentants des gouvernements fédéral et provincial nommés par eux.
- (2) Le Comité de gestion sera chargé de l'administration générale de la présente entente et, plus précisément, de ce qui suit :
- a) approuver tous les programmes et projets nécessaires à la mise en oeuvre de la présente entente;
 - b) soumettre à l'approbation des Ministres, préalablement et une fois par année, les prévisions budgétaires pour l'exercice financier suivant;
 - c) coordonner tous les programmes et projets dont les frais sont partagés en vertu de la présente entente;
 - d) apporter au budget annuel déjà approuvé par le Canada et la Province, les modifications qui se révéleront nécessaires au cours de l'exercice financier;
 - e) présenter aux Ministres une évaluation des progrès de la présente entente et des recommandations touchant l'évolution de la mise en oeuvre;
 - f) établir à sa discrétion, en vue de faciliter la mise en oeuvre, des comités de consultation, de coordination ou de direction formés de représentants de ministères et organismes du Canada et de la Province engagés dans la mise en oeuvre des programmes et projets relevant de la présente entente;
 - g) appliquer les dispositions prévues à l'article 11;
 - h) recommander aux Ministres les modifications à apporter à la présente entente;
 - i) accomplir toutes autres tâches qui peuvent lui être confiées par les parties en cause;
 - j) fournir aux fonctionnaires désignés au paragraphe 9.2 de l'ECD tout renseignement et avis qu'ils peuvent juger nécessaires à l'accomplissement des fonctions qui leur sont assignées en vertu de l'ECD par les Ministres qui y sont désignés.
- (3) a) Sauf dans les cas où des dispositions contraires sont prévues par la présente entente ou acceptées par le Comité de gestion, la Province sera responsable de

L'élaboration des programmes et projets opérationnels et, sous la supervision générale du Comité de gestion, elle sera chargée de la mise en oeuvre de tous les programmes à frais partagés aux termes de la présente entente; elle veillera également à fournir le personnel et l'outillage administratifs nécessaires à la mise en oeuvre des programmes et projets qui lui sont assignés en vertu de la présente entente;

- b) la Province, par l'intermédiaire de ses représentants au Comité de gestion, sera responsable de la coordination des programmes et de la liaison entre ses organismes qui administrent les programmes prévus dans la présente entente ou dont les activités influent sur la mise en oeuvre de cette dernière.
- (4) Le ministère de l'Expansion économique régionale, par l'intermédiaire de ses représentants au Comité de gestion, sera responsable de la coordination des programmes et de la liaison entre les organismes du Canada qui administrent les programmes prévus dans la présente entente ou dont les activités influent sur la mise en oeuvre de cette dernière.

MODALITÉS DE PAIEMENT

9. Sous réserve de l'article 10, le Canada remboursera dans les plus brefs délais à la Province, sur présentation de demandes périodiques vérifiées par cette dernière, les dépenses admissibles engagées et payées à l'égard des programmes et projets admissibles, lesdites demandes de remboursement devant être présentées et vérifiées d'une manière qui satisfasse le Ministre fédéral.
10. (1) Afin d'aider à assurer le financement provisoire des programmes et projets, le Canada peut, si la Province en fait la demande, faire à cette dernière des versements provisoires équivalant à cent pour cent (100%) de sa quote-part des demandes présentées. Ces versements seront fondés sur une estimation des dépenses effectivement engagées et certifiées par un haut fonctionnaire de la Province.
- (2) La Province tiendra une comptabilité de chaque versement provisoire et présentera au Canada, au cours du trimestre suivant chaque versement, un état détaillé des dépenses effectivement engagées et payées, vérifiées d'une manière qui satisfasse le Ministre fédéral. Tout écart entre les montants versés par le Canada à titre de versements provisoires et les sommes effectivement payées par la Province devra être corrigé dans les plus brefs délais par le Canada et la Province.

- (3) Le paiement des demandes de remboursement aux termes des articles 9 et 10 sera augmenté de dix pour cent (10%) pour les projets d'équipement, comme le prévoit l'alinéa 5 (1) b).

MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

11. Le Canada financera les programmes et projets énumérés à l'annexe A à condition que l'on s'en tienne aux modalités suivantes pour la mise en oeuvre de chacun des programmes et projets :

A. Projets d'équipement (dont le coût excède \$20 000)

(1) Définition

Le Comité de gestion établira une définition du projet afin de déterminer les travaux à financer.

(2) Soumissions et adjudications des contrats

- a) À moins que le Comité de gestion n'en décide autrement, tous les contrats de construction, d'achat et autres seront examinés par ce dernier et adjugés à la suite d'appels d'offres publics reconnaissant la participation financière des parties à la présente entente;
- b) le décachetage de toutes les soumissions se fera publiquement et le Comité de gestion recevra suffisamment à l'avance le texte de chaque appel d'offres, accompagné d'un avis de la date, de l'heure et de l'endroit où se déroulera le décachetage des soumissions pour permettre à tout membre du Comité de gestion ou à son représentant d'y assister et de participer à l'évaluation desdites soumissions;
- c) à moins que le Comité de gestion n'en décide autrement, tous les contrats seront adjugés au soumissionnaire compétent et digne de confiance qui aura présenté la soumission jugée la plus basse;
- d) toutes les adjudications de contrats seront annoncées conjointement par le Canada et la Province.

(3) Exécution et mise en oeuvre

- a) Toute modification importante à un contrat devra recevoir l'assentiment préalable du Comité de gestion;

- b) tout membre du Comité de gestion ou son représentant pourra inspecter les travaux à toute heure raisonnable, afin de vérifier les demandes de remboursement périodiques et d'obtenir tout autre renseignement concernant le projet que pourraient exiger le Ministre fédéral ou le Ministre provincial;
- c) la Province enverra au Comité de gestion, lorsqu'il le demandera, un rapport l'informant de l'état d'avancement des travaux et renfermant tous les détails exigés par ce dernier.

B. Autres projets

(1) Définition

Le Comité de gestion établira une définition du projet afin de déterminer les travaux à financer, le programme de travail, la méthode de mise en oeuvre, les types de services à employer, le matériel et les matériaux requis et les coûts estimatifs.

(2) Mise en oeuvre

- a) Tous les contrats de services professionnels dépassant \$25 000 seront accordés et supervisés conformément aux méthodes qu'établira le Comité de gestion, à moins que de l'avis de ce dernier il ne soit pas pratique de procéder ainsi;
- b) Les rapports préparés par des experts-conseils ou résultant des projets entrepris aux termes de la présente entente deviendront propriété des deux parties en cause;
- c) la Province enverra au Comité de gestion, lorsqu'il le demandera, un rapport l'informant de l'état d'avancement des travaux et renfermant tous les détails exigés par ce dernier.

12. Sous réserve des dispositions explicites du paragraphe 5 (4), les contrats accordés, les achats effectués et les travaux exécutés avant la date de la présente entente, à l'égard des projets énumérés à l'annexe A, peuvent être acceptés et jugés conformes aux dispositions de la présente entente s'ils sont conformes à celles de l'ECD et reçoivent l'approbation du Ministre fédéral, sur recommandation du Comité de gestion.

13. Information

- (1) Le Canada et la Province conviennent de collaborer à l'élaboration et à l'exécution d'un programme d'information sur la mise en oeuvre des projets entrepris aux termes de la présente entente et conviennent également de fournir, d'installer et d'entretenir :
 - a) pendant la réalisation de chaque projet d'équipement, un ou plusieurs panneaux, rédigés dans les deux langues officielles, stipulant qu'il s'agit d'un projet de développement régional Canada-Nouveau-Brunswick bénéficiant de contributions du ministère de l'Expansion économique régionale du Canada et du gouvernement de la province du Nouveau-Brunswick, ou portant toute autre formule dans le même sens approuvée par les Ministres;
 - b) s'il y a lieu, lors du parachèvement de chaque projet, un panneau ou une plaque permanente dans le sens de la formule citée en a).
- (2) Toute annonce publique des mesures prévues par la présente entente et toute cérémonie d'inauguration officielle de chacun des projets décrits à l'annexe A seront organisées conjointement par les Ministres.

COMPTABILITÉ ET VÉRIFICATION

14. Chaque partie tiendra une comptabilité détaillée et précise de ses dépenses relatives à tous les projets et programmes dont le coût doit être partagé entre les deux parties à la présente entente et mettra, à tout moment raisonnable, cette comptabilité à la disposition de l'autre partie pour vérification. Tout écart entre les montants versés par le Canada et la Province et les sommes effectivement payables par les parties, mis au jour par la vérification, sera corrigé au moyen de demandes de remboursement subséquentes.

GÉNÉRALITÉS

15. (1) Les sommes nécessaires pour financer la mise en oeuvre des programmes en vertu de la présente entente seront prises sur les crédits votés à cette fin et pour l'exercice financier en cause par le Parlement du Canada et celui de la Province.
- (2) Aucun député à la Chambre des communes ou à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick n'est admis à bénéficier d'une part d'un contrat, d'un accord, d'une commission ou de tout avantage découlant de la présente entente.

- (3) Conformément à la Loi sur la Cour fédérale du Canada, tout différend, qui pourrait survenir entre les parties en cause sur un point de droit ou de fait se rapportant à la présente entente, doit être soumis à la décision de la Cour fédérale du Canada.
- (4) Lorsqu'une partie est chargée de la réalisation d'un projet ou d'un programme à frais partagés, elle garantit l'autre partie, ses fonctionnaires, employés ou représentants contre toutes créances et demandes que pourraient présenter des tiers et qui pourraient résulter de la réalisation de ce projet ou programme, sauf si ces créances ou demandes sont imputables à l'action ou à la négligence de tout fonctionnaire, employé ou représentant de l'autre partie.
- (5) La présente entente se termine le 31 mars 1980.
- (6) Sous réserve des modalités de l'article 14 de l'ECD, la présente entente peut être renouvelée pour toute période ultérieure dont auront convenu les deux parties en cause, à condition que cette mesure soit ratifiée par le Gouverneur en conseil et le Lieutenant-gouverneur en conseil.
- (7) Les conditions suivantes touchant l'emploi et l'adjudication des contrats s'appliqueront à tous les programmes et projets exécutés dans le cadre de la présente entente :
 - a) l'embauchage des travailleurs se fera par l'entremise des centres de main-d'oeuvre du Canada, à moins que le Comité de gestion ne juge qu'ils ne sont pas raisonnablement en mesure de fournir ce service;
 - b) dans l'embauchage de personnes pour tout projet, il ne sera fait aucune distinction de race, de sexe, d'âge, de situation de famille, d'origine ethnique, de couleur, de religion, ou d'appartenance politique; il est entendu, par contre, que ce qui précède n'empêchera pas la mise en oeuvre des mesures spéciales au bénéfice des autochtones ou de groupes défavorisés;
 - c) pour ce qui est de l'application des normes de travail, les parties conviennent de ce qui suit :
 - i) le versement des taux de rémunération en vigueur dans la région d'emploi pour chaque catégorie de travail, sous réserve des dispositions législatives provinciales fixant le salaire minimal,
 - ii) dans l'industrie du bâtiment, le versement d'une fois et demie le taux de rémunération en vigueur après le nombre d'heures stipulé aux fins de

rémunération du travail supplémentaire dans les normes provinciales pertinentes, lequel ne dépassera jamais 48 heures par semaine,

- iii) dans la construction routière et la construction lourde, le versement d'une fois et demie le taux de rémunération en vigueur après le nombre d'heures stipulé aux fins de rémunération du travail supplémentaire dans les normes provinciales pertinentes, lequel ne dépassera jamais 50 heures par semaine,
 - iv) les conditions de travail décrites dans tous les documents de soumission doivent être affichées bien à la vue sur le chantier de travail; étant expressément entendu que dans la mesure où il y aura des normes provinciales plus élevées applicables à certaines occupations ou régions, les normes plus élevées s'appliqueront,
- d) on devra utiliser des matériaux canadiens et de la main-d'oeuvre canadienne pour tous les programmes et projets, dans la mesure où ils sont disponibles selon les normes de l'économie et sans préjudice à l'exécution rapide des travaux.

ÉVALUATION

16. Au cours de la présente entente, le Canada et la Province feront une évaluation conjointe des programmes énumérés à l'annexe A, en fonction des objectifs énoncés. Le Comité de gestion présentera aux Ministres des rapports annuels sur l'avancement des travaux lors de ou avant la réunion annuelle des Ministres, comme le prescrit le paragraphe 9.1 de l'ECD. De plus, le Canada et la Province feront également une évaluation conjointe de tous les programmes en fonction des objectifs de développement économique et socio-économique général de la présente entente.

MODIFICATIONS

17. (1) D'importantes modifications peuvent à l'occasion être apportées à la présente entente et à l'annexe A ci-jointe, conformément à une décision des Ministres. Chacun des programmes ajoutés à l'annexe A fera partie de la présente entente et sera pleinement et effectivement régi par les modalités de cette dernière tout comme s'il avait fait partie de l'entente initiale. Il est expressément convenu toutefois que toute modification à l'article 6 nécessitera l'approbation du Gouverneur en conseil et du Lieutenant-gouverneur en conseil.

- (2) Sous réserve du paragraphe (1), le Comité de gestion pourra redresser les montants affectés aux programmes énumérés à l'annexe A de la présente entente, à la condition toutefois que les redressements n'augmentent pas les montants totaux prévus à l'annexe et qu'ils n'entrent pas en conflit avec les objectifs de la présente entente.

EN FOI DE QUOI, le ministre de l'Expansion économique régionale a signé la présente entente au nom du Canada, d'une part, et le premier ministre et le ministre des Transports du Nouveau-Brunswick au nom de la Province, d'autre part.

EN PRÉSENCE DE :

GOUVERNEMENT DU CANADA

Témoïn

Ministre de
l'Expansion économique régionale

GOUVERNEMENT DU
NOUVEAU-BRUNSWICK

Témoïn

Premier ministre du
Nouveau-Brunswick

Témoïn

Ministre des Transports

CANADA-NOUVEAU-BRUNSWICK
ENTENTE AUXILIAIRE
SUR LES ROUTES, 1977-1980

ANNEXE A

Description du programme	Coût estimatif du programme	Quote-part fédérale y compris le remboursement de 10%
	(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)
<p>1. <u>Campbellton — route d'évitement de Dalhousie (route 11)</u></p> <p>Construction du tronçon de six milles entre Eel River et Charlo, parachevant ainsi la route d'évitement. Le programme comprend la construction du pont de Charlo, du passage supérieur du chemin Craig, de l'ouvrage du passage souterrain du CN, du pont de la rivière Eel, de même que le nivelage, le revêtement, la signalisation et l'éclairage.</p>	8 700	6 525
<p>2. <u>De Belledune à Bathurst (route 11)</u></p> <p>Parachèvement du tronçon de 16 milles entre Beresford et Belledune de la route d'évitement de Bathurst, y compris la construction de l'échangeur et de la voie d'accès de Green Point, de l'échangeur du chemin La Plante, de l'échangeur du chemin Beresford, et le revêtement et la signalisation.</p>	8 300	6 225
<p>3. <u>De Chatham à Saint Margarets (route 11)</u></p> <p>Reconstruction d'environ 14 milles de route en suivant le tracé actuel.</p>	5 000	3 750

Description du programme	Coût estimatif du programme	Quote-part fédérale y compris le remboursement de 10%
	(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)
4. <u>De Rexton à Shediac (route 11)</u>	13 800	
Poursuite de la construction de la route 11 au nord de Shediac. Le projet englobe les travaux suivants :		
4.1 Construction d'un passage supérieur à Cocagne-Sud.		750
4.2 Parachèvement du tronçon de 16 milles entre Bouctouche et Rexton-Sud, comprenant des passages supérieurs au chemin Ryan, à Girouardville et au chemin Gratton, et des échangeurs aux chemins McKees Mills, Saint-Pierre et Sainte-Marie, de même que le nivelage des approches au sud de Saint-Gabriel et le revêtement du tronçon en entier.		7 650
4.3 Construction de la route d'évitement de Rexton, y compris le pont de la rivière Richibouctou et la chaussée.		1 950
5. <u>Route côtière n° 11</u>	8 300	
Poursuite des travaux d'amélioration de la route côtière n° 11 autour de la péninsule de Gloucester. Le projet englobe les travaux suivants :		
5.1 Parachèvement des ponts principaux (Inkerman et Pokemouche n° 3) dont les travaux de construction ont été amorcés dans le cadre de l'entente auxiliaire sur les routes, 1976-1977.		2 400

Description du programme	Coût estimatif du programme	Quote-part fédérale y compris le remboursement de 10%
	(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)
5.2 Construction du pont de la rivière Bass et de la déviation de la Grande-Anse; revêtement de la route sur une longueur d'environ 13.2 milles, y compris les travaux d'amélioration des intersections avec les routes 8, 134 et 325.		3 825
6. <u>Route d'accès du centre de la péninsule (route 360)</u>	2 500	1 875
Réfection de certains tronçons de la route de 30 milles entre Allardville et Losier Settlement pour en améliorer les conditions (classification RAU 50).		
7. <u>Travaux à terminer</u>	800	600
Poursuite et parachèvement de travaux entrepris et en grande partie réalisés dans le cadre d'ententes antérieures et qui nécessitaient de nouveaux fonds.		
8. <u>Autres routes d'accès (routes 8 et 17)</u>	8 000	
Ce programme aidera la province à entreprendre les travaux d'amélioration de certains tronçons des routes 8 et 17 que déterminera le Comité de gestion après avoir dûment consulté le Comité interministériel des routes du gouvernement fédéral. Il s'agit d'améliorer l'accès en général entre le nord-est du Nouveau-Brunswick et les principales régions provinciales et autres secteurs de marché, ainsi que les centres administratifs et commerciaux de la province. Le programme englobe les travaux suivants :		
8.1 Réfection de certains tronçons de la route 8 entre Chatham et Boiestown.		3 000

Description du programme	Coût estimatif du programme	Quote-part fédérale y compris le remboursement de 10%
	(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)
8.2 Réfection de certains tronçons de la route 17 entre les abords de Jardine Brook et Upsalquitch.		3 000
9. <u>Planification</u> Planification suivie et en profondeur du réseau routier et, surtout, examen des besoins futurs pour ce qui est de la liaison Charlo-Belledune et de l'accès entre les diverses localités de la péninsule de Gloucester.	600	450
TOTAL DES PROGRAMMES	56 000	
QUOTE-PART DU MEER		42 000